

Pour renforcer le contrôle..... ...des fraudeurs fiscaux !

Le Ministre du travail a annoncé un renforcement du contrôle des chômeurs. Ce type de déclaration, fréquemment employé par Nicolas Sarkozy lorsqu'il était Président de la République, a de quoi laisser songeur et raisonne comme une provocation :

- alors que la crise ne cesse de mettre au chômage des salariés qui ne demandent qu'à travailler,
- alors que les sommes officiellement en jeu (100 millions d'euros par an) apparaissent dérisoires au regard d'une fraude fiscale (60 à 80 milliards d'euros) qui n'a cessé de se développer et de se complexifier au fil des années.

« Faux chômeurs », « faux allocataires sociaux », « assistés »..., les procès d'intention à l'égard des plus fragiles n'ont donc pas cessé. Le volontarisme façon « coup de menton » affiché par les gouvernements successifs, dans une troublante continuité, n'a d'égal que la volonté de réduire les moyens humains et budgétaires alloués au contrôle public fiscal économique et douanier tel qu'il est assuré par les administrations de Bercy.

Certes, des mesures législatives ont été prises, sous la contrainte des scandales successifs (affaires ; « Bettencourt » et « Cahuzac » notamment). Mais avec 30000 emplois supprimés depuis 2002 et un budget en constante diminution, y compris dans de nombreux services qui participent à la lutte contre la fraude fiscale, la Direction générale des finances publiques et, plus largement, les services de « Bercy », apparaissent de plus en plus affaiblis pour mener à bien une mission centrale : combattre une fraude incomparablement plus importante et plus grave que la fraude dite « sociale » des « faux chômeurs ».

Alors que se profilent les annonces budgétaires du futur projet de loi de finances, Solidaires Finances Publiques demande solennellement au gouvernement de renforcer les moyens de la DGFIP et des administrations de Bercy afin d'assurer (enfin !) un service public véritablement efficace.